

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 21 DECEMBRE 1978 - N° 816

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Les sidérurgistes engagent la riposte : 20 000 manifestants mardi à Longwy

Mobilisons-nous contre le chômage!

- Contre les atteintes aux droits des chômeurs
- Contre l'augmentation des cotisations de Sécurité sociale

Les attaques de Barre contre les travailleurs n'ont pas cessé depuis son accession au gouvernement en août 76. Aujourd'hui, neuf mois après les élections, il s'attaque à de nouveaux acquis. Au nom du déficit de la Sécurité

sociale, et alors que les patrons y doivent plusieurs milliards, il veut augmenter les cotisations des travailleurs, diminuer les allocations et finalement amputer une nouvelle fois notre pouvoir d'achat.

Se servant hypocrite-

ment de l'augmentation du nombre de chômeurs, il veut diminuer les indemnités, revenir sur les 90 % du salaire accordés aux licenciés économiques, et finalement augmenter le nombre des chômeurs non indemnisés.

Tout cela sur fond de chômage. 1 300 000 chômeurs selon le gouvernement, 1 800 000 selon la CGT et en fin de compte plusieurs millions de personnes concernées par le chômage, parce qu'ils y sont eux-mêmes, ou parce que quelqu'un dans la famille est touché. Le phénomène est si énorme, si permanent, si profond, que le risque est grand de s'habituer, ou de le considérer comme une fatalité contre quoi, finalement, il n'y aurait rien à faire.

La lutte contre le chômage n'en devient qu'une nécessité plus impérieuse. Certes, c'est difficile, certes, les exemples de victoire ne sont pas fréquents. Mais il nous faut aujourd'hui nous emparer de tout ce qui va dans le sens de la lutte.

Malgré les difficultés et les divisions nées de la politique patronale, c'est dans ce sens qu'allaient les sidérurgistes mardi à Longwy et c'est dans ce sens que vont les manifestants de jeudi, au-delà des manœuvres des directions syndicales.

AU LENDEMAIN DE LA GRANDE PANNE

NOUVELLES COUPURES

L'Ouest particulièrement touché



Lire en page 8

Souscription du Quotidien du Peuple

LES 25 MILLIONS SONT RASSEMBLÉS !

Lire en page 3

Iran : des désertions dans l'armée ?

Mardi, des dizaines de milliers de manifestants ont parcouru les rues de Tabriz, en exigeant le départ du Shah. L'armée est intervenue en utilisant des grenades lacrymogènes. Il semblerait que les troupes aient été renouvelées dans la ville, à la suite des manifestations de la veille, qui auraient vu des soldats fraterniser avec le peuple, et désertir pour une part d'entre eux.

Lire en page 6

les méthodes d'un patron de choc

Le patron de l'entreprise Tudor (Compagnie européenne d'accumulateurs) fait preuve d'imagination pour licencier son personnel. Toute la panoplie est utilisée : non-reprise des jeunes de retour du service militaire, mutations, non remplacement des travailleurs partant en retraite, aggravations des conditions de travail. Et selon une habitude qui tend à se répandre dans le patronat du Nord, il utilise le flicage des travailleurs en congé-maladie, par les soins de Sécurex.

Notre correspondant nous décrit ces méthodes d'un patron de combat.

Lire en page 4

A nos lecteurs

En raison de la journée nationale de grève du 21 décembre, le Quotidien du Peuple (daté du 22 décembre) ne paraîtra pas ce jour-là à Paris.

Compte tenu de la grève des NMPP, ce numéro que vous lisez ne peut parvenir que vendredi matin à tous nos lecteurs habitant au Sud d'une ligne Bordeaux-Belfort ainsi qu'à ceux de l'Ouest. Tous les autres lecteurs de province doivent normalement recevoir cette édition jeudi matin et n'en n'auront par contre pas vendredi matin.

Ces décalages et ces variations sont dus au fait que le Quotidien du Peuple est journal du soir, ceci depuis l'extension de la télé-impression.

Par ailleurs, nous nous excusons auprès de nos lecteurs de Paris qui n'ont pas eu leur quotidien hier. Ceci est dû à la panne de courant, dont la durée a rendu impossible la parution du Quotidien du Peuple dans les délais habituels.

Lire en page 5

● *Rue du prolétaire rouge* est un livre important. Il est tout d'abord important de par la personnalité et la démarche même de ses auteurs, Jean et Nina Kehayan. Tous les deux sont membres du PCF. Tous les deux n'ont pu partir travailler en URSS, comme traducteurs dans les services de propagande, qu'avec l'aval du CC du PCF. Tous les deux avaient sur l'URSS un point de vue initial positif, façonné par la propagande soviétique et par celle du PCF. Deux années de séjour en URSS, mêlés au peuple, partageant sa vie, les ont amenés à modifier leur point de vue. Pourtant, c'est de septembre 72 à septembre 74 que Nina et Jean Kehayan ont vécu en URSS, et ce n'est qu'au milieu de l'année 78 qu'ils ont décidé de faire connaître leur témoignage.

C'est que, pris dans le tourbillon de l'activité militante, pris aussi dans ce faux dilemme fabriqué par le PCF et qui consiste à dire que dénoncer l'URSS c'est faire le jeu de la droite, pris enfin dans la problématique d'un 22^e Congrès soi-disant annonciateur de changement, les auteurs ont hésité. Ils ont hésité jusqu'à ce qu'éclate au grand jour la crise du PCF, jusqu'à ce qu'ils constatent, une fois de plus, que les méthodes de la direction du PCF, face à ses contestataires comme face aux militants de base peu politisés, ressemblent étrangement à celles du PCUS. Ils ont hésité jusqu'au moment où il est apparu évident que l'URSS de Brejnev, au delà de ses défauts, reste pour la direction du PCF un état socialiste exemplaire. Sur cette question

Qu'est-ce que ça veut dire, vivre en URSS sous la dictature de Brejnev et des siens ? La répression ouverte et brutale, contre les grévistes, contre les dissidents, certes. Mais aussi une multitude d'au-

tres choses, des faits petits et grands, dont témoignent Nina et Jean Kehayan. La présence constante de la police et de la milice, un climat permanent de délation, qui aboutit à ce que les gens se



Rue du prolétaire rouge*

UN TEMOIGNAGE IMPORTANT SUR LA VIE QUOTIDIENNE EN URSS

Un élément de la crise du PCF

essentielle qu'est l'attitude par rapport à l'URSS, la démarche de Nina et Jean Kehayan, en 1978, est effectivement importante, même si elle ne permet pas une appréhension d'ensemble de ce qu'est le social-impérialisme.

Ce n'est du reste pas un hasard si *Rue du prolétaire rouge* est condamné par la direction du PCF, qui a fait faire des prouesses aux imprimeurs des Editions sociales pour que *L'URSS et nous*, la version officielle du PCF sur l'Union soviétique, sorte en septembre, avant le prolétaire rouge. Manœuvre dérisoire, et du reste peu efficace. Citons par

exemple la surprise de ce libraire parisien à qui une jeune femme vient acheter 10 exemplaires du livre des Kehayan. Il s'étonne, demande des précisions, et apprend que la jeune femme est trésorière de cellule, et que les 10 exemplaires ont été commandés par les militants lors de la dernière réunion !

Enfin *Rue du prolétaire rouge* est un livre important de part la valeur du témoignage apporté. Même si les livres sur la situation faite aux masses en URSS se font plus fréquents, il reste qu'on connaît peu la réalité quotidienne de la dictature des maîtres du Kremlin. *Rue du prolétaire rouge*, de ce point de vue, est un document.

taient ou se cachent, ou bien ouvrent leur porte tout habillé, quand on les réveille en pleine nuit, persuadés qu'ils sont que c'est la police qui vient les chercher, même s'ils n'ont rien à se reprocher... L'URSS quotidienne, c'est aussi l'absence totale d'informations autres que celles des journaux officiels, qui provoque l'engouement pour les radios étrangères (la BBC est largement écoutée à Moscou) ou simplement le plaisir de lire... *L'Humanité Dimanche*, pour échapper à la Pravda !!!

LE VIDE IDEOLOGIQUE

Au delà de ces aspects somme toute déjà connus, *Rue du prolétaire rouge* est un puissant témoignage sur le vide idéologique qui, à l'exemple des pays bourgeois, caractérise l'Union soviétique. Comme sous Lénine, il y a bien des samedis communistes ; mais les travailleurs réquisitionnés pour ce jour le voit arrivé comme une corvée à laquelle ils feront tout pour échapper, à l'instar des intellectuels, qui eux y parviennent en général.

La Journée internationale des femmes, le 8 mars, est bien célébrée, mais elle s'est transformée de ma-

LA BOURGEOISIE PARTOUT PRESENTE

nière frappante à ce qu'on connaît chez nous avec la fête des mères... Et puis, il y a l'alcoolisme, omniprésent, dans toutes les couches de la société, et qu'un philosophe soviétique explique ainsi : « La plupart des Soviétiques boivent parce qu'ils n'ont rien d'autre à faire et les jeunes parce qu'ils ont perdu toute notion d'idéal ». Il y a le racisme, à l'égard des Asiatiques, des « Nègres », des Juifs, des Arméniens, racisme largement diffusé par l'idéologie officielle. Et la délinquance, présente partout elle aussi, qui va du vol, banal, des essuies glaces ou des roues des voitures ou des escroqueries à grandes échelles, et souvent même aux crimes. Dans les cités populaires, le premier soin des habitants est d'équiper leur porte de puissants verrous...

toute puissante, qui se déplace dans les grosses Tchaïka sur le parcours desquelles tout le monde s'écarte, ces fils à papa qui peuvent se payer des brinques dans les datchas isolées par de hauts murs, ces membres du Parti qui savent que tout leur ait permis parce qu'ils sont membres du Parti.

LA RESISTANCE

Répression ouverte quand il le faut, trucage systématique de l'information, bureaucratie omniprésente, difficultés à vivre, tout simplement, c'est en fonction de ces données qu'il faut apprécier la résistance du peuple soviétique. Au delà de l'action courageuse des dissidents, au delà de quelques grèves ou mouvements des minorités nationales dont l'écho franchit les frontières, on connaît là encore bien peu de choses. *Rue du prolétaire rouge* permet de découvrir d'autres formes de résistance, qui s'appuient sur le système D ou l'indifférence à tout ce qui sort de la bouche du parti et de ses dirigeants. Et puis il y a l'humour, la multitude de ces histoires qui tournent en ridicule le système, et qui sont en elles-mêmes une forme de résistance, qu'on pratique entre gens sûrs, en haus-

sant le son de la télévision pour que les voisins n'entendent pas... Ainsi, celle-ci, une parmi les nombreuses que citent les Kehayan : « Ivan Ivanovitch, milicien, est de service le soir de la Saint Sylvestre, et il se prépare à inaugurer la nouvelle année à sa manière, en arrêtant toutes les voitures pour un contrôle d'alcootest un soir où il est inimaginable de trouver quelqu'un à jeun dans Moscou. Premier chauffeur : le ballon reste neutre, comme au deuxième, comme au troisième. Persuadé que le test est défectueux, Ivan souffle lui-même dans le tuyau et regarde son ballon en disant : « pourtant il fonctionne bien ».

Plaisanterie anodine, mais à Moscou, on n'ose pas raconter de telles histoires dans la rue...

Succession d'anecdotes que le livre des Kehayan. Certes. Mais une succession d'anecdotes qui décrivent une société, et qui en font en fin de compte un réquisitoire.

N. DUVALLOIS

* *Rue du prolétaire rouge* de Nina et Jean Kehayan Editions du Seuil

● C'est mercredi que la « commission de conciliation » entre les trois leaders des principaux sous-courants de la majorité du PS se réunissent pour la seconde et pour la dernière fois. La réunion sera probablement houleuse. Les choses ne sont pas simples. De son issue dépend un peu la physionomie du PS dans les mois qui viennent.

Mitterrand, on le sait, n'apprécie pas les ambitions personnelles de Rocard. Celui-ci, fort de plusieurs sondages qui le montrent en meilleure position que l'actuel premier secrétaire du PS, voudrait bien le détrôner. Cela lui permettrait de disposer d'un délai suffisant pour préparer la campagne présidentielle. Mitterrand n'estime pas le moment encore venu de céder la place.

MAUROY ARBITRE

Entre les deux rivaux, Mauroy notamment, parce que responsable de la deu-

xième fédération du PS peut prétendre se poser en arbitre. Son point de vue, c'est que Mitterrand a joué un rôle extrêmement positif dans la remise en selle de la social-démocratie française mais qu'il est également devenu l'homme de l'échec. Echec en 65, échec en 74, échec en 78. Selon le Maire de Lille, le premier secrétaire, s'il était le candidat du PS, pourrait bien aussi être l'homme de l'échec de 81. Mais, bien que pariant davantage sur les ambitions de Rocard, il ne soutient pas chez ce dernier son aspect « fonceur ». // est

MAUROY VA-T-IL LACHER MITTERRAND ?

maladivement attaché à l'unité du parti» déclare un de ses proches. En fait, Mauroy sait d'expérience, lui qui milite dans les rangs socialistes depuis des décennies, qu'à chaque fois que ceux-ci ont été divisés, ils n'ont plus compté que pour peu de chose.

MAUROY SOUTIENT ROCARD SI...

Or, Mauroy pense, comme la plupart des responsables socialistes et des observateurs politiques, que Rocard ne dispose pas d'un rapport de forces suffisant dans le PS pour s'imposer à Mitterrand. Le Maire de Lille considère

donc que la solution idéale serait que Mitterrand passe la main à Rocard au Congrès de Metz mais que d'ici là le député des Yvelines fasse preuve de modération. Ce souci de préserver l'unité — au moins apparente — du PS qui caractérise Mauroy, s'explique aussi par la proximité du Congrès de Metz par rapport aux élections pour le Parlement européen. Mauroy n'a sans doute pas tort quand il dit que si le PS abordait divisé la bataille européenne, ses résultats électoraux en seraient affectés.

Cela, le Maire de Lille ne le veut à aucun prix car rien n'a pour lui plus d'im-

portance que la construction européenne. Si la synthèse, l'accord, ne parvenait à se réaliser entre les trois hommes, Mitterrand ne serait pas pour autant isolé.

MITTERRAND-CHEVÈNEMENT CONTRE MAUROY-ROCARD ?

Il reste en effet à Mitterrand la possibilité d'une alliance avec le CERES. Dans une interview à *France-Soir* mercredi, Sarre ne l'exclut pas : « Le CERES est l'allié de tous ceux qui voudront bien reprendre l'essentiel de sa ligne politique », déclarait-il. « Nous

irons à Metz sans alliance préalable et nous ne lancerons aucune exclusive. Dans le débat actuel, François Mitterrand tend à se rapprocher des thèmes spécifiques au CERES. Nous disons : c'est bien, maintenant, passons aux actes ».

Le CERES et Mitterrand en s'alliant pourront-ils faire le poids face à une coalition regroupant Mauroy, Rocard dans un premier temps et peut-être d'autres par la suite ? Selon la réponse que Mitterrand apporte à cette question, il passera ou pas compromis avec Rocard.

F. MARCHADIER

SOUSCRIPTION

LES 25 MILLIONS SONT RASSEMBLES

Aux lecteurs du *Quotidien du Peuple*,

Il y a quelques semaines, le *Quotidien du Peuple* se voyait directement menacé financièrement, à tel point qu'il risquait de n'être plus en mesure de paraître. Dans ces conditions, au cours même de la souscription, le journal avait dû subir une réduction du nombre de ses pages à huit. Aujourd'hui, grâce à la mobilisation intense de ses lecteurs, le *Quotidien du Peuple* a pu rassembler les sommes nécessaires : les 25 millions lui permettant de faire face aux besoins les plus pressants. Ainsi, il est devenu possible, sur la base de cette victoire, d'envisager une première transformation du journal. En effet, la réduction à huit pages a conduit à restreindre les possibilités du journal alors qu'il est nécessaire pour que le quotidien réponde aux exigences de la situation actuelle, de revenir à une pagination plus importante. Tout au long de la souscription, l'envoi des sommes collectées s'est souvent accompagné du souhait de voir le *Quotidien du Peuple* revenir à un nombre de pages plus important. Déjà, lors du Congrès du PCR ml, avait été soulignée la nécessité de faire un effet particulier pour l'édition de fin de semaine, avec un journal plus fourni et plus attrayant. Mais plus largement, pour que le *Quotidien du Peuple* réponde mieux à sa définition de journal au cœur des luttes, il doit s'améliorer selon les axes suivants :

- Reprise des reportages de luttes ouvrières et populaires où, de l'intérieur même de celles-ci sont rapportés les initiatives, les succès, les difficultés rencontrées par les travailleurs.
- Reprise des enquêtes, des reportages apportant des éléments vivants de connaissance sur tel aspect de la vie sociale, économique et politique.
- Plus grand nombre d'articles politiques approfondis traitant de questions largement débattues et apportant des arguments pour contrer la propagande de la bourgeoisie.
- Politique d'ouverture avec parution de tribunes libres, présentation de points de vue contraires au sein du peuple et permettant de contribuer à son unité.
- Présentation plus vivante, avec des titres et des articles mieux mis en valeur. Voilà bien dans quelle direction l'effort doit être entrepris aujourd'hui et cela à la demande de nombreux lecteurs.

Mais cette transformation du *Quotidien du Peuple*, cette amélioration de sa qualité exige une grande mobilisation de l'ensemble de ses lecteurs. Ces transformations du journal exigent :

- Que les correspondances envoyées par les lecteurs se multiplient, relatant les luttes, les événements de la lutte de classes dans les différentes régions du pays.
- que des lecteurs ou amis du journal puissent

contribuer à sa réalisation en collaborant à telle ou telle page ou rubrique.

- que de nouveaux moyens financiers soient rassemblés. A cet effet, dès maintenant, est ouverte une souscription permanente du journal ; d'autre part, la campagne d'abonnements doit connaître un nouvel essor dans les semaines et les mois qui viennent.

Dès maintenant, il est possible, dans le cadre de cette transformation du journal, de se fixer un premier rendez-vous : dès le 13 janvier, le numéro de fin de semaine doit sortir en 16 pages, destiné à la diffusion publique, et comprenant une plus grande diversité d'articles et répondant aux exigences indiquées ci-dessus.

Mais cela n'est pas suffisant, cela ne doit constituer qu'une première étape vers les 60 pages hebdomadaires ; c'est seulement à cette condition que le *Quotidien du Peuple* pourra véritablement jouer le rôle qui doit être le sien.

Montreuil	
A.A.	100
Ventes	75
R.D.	25
Gennevilliers	350
Saint-Ouen	
Ventes	110
Un jeune	40
Drancy	
Une assistance sociale	85
Ventes	115
Saint-Denis	
Collecte	105
Levallois	
Ventes	95
Nanterre	100
Paris	
18° Pour la liberté de la presse	15
B.L.	200
12° Un Comoréen	50
Ventes	185
Collecté	150
13° Un enseignant	400
20° Des jeunes	75
A.F.	200
19° Ventes	150
Un camarade	75
Insee J.P. M.	200
Orsay	
Ventes	180
Villejuif	
Collecté	346
Ventes aux puces	84
Vitry	
L.A.	250
Ivry	
Ventes	140
Bobigny	

Pour cela, pour un *Quotidien du Peuple* présent dans les luttes — avec des reportages, des enquêtes, avec le traitement plus approfondi de questions politiques importantes, avec une plus grande ouverture — la mobilisation de chaque lecteur est indispensable ; pour rassembler de l'argent, pour trouver de nouveaux abonnés, pour contribuer directement au journal par l'envoi de correspondances. Sans cet effort, il ne sera pas possible de passer à la seconde étape, il ne sera pas possible de passer aux 60 pages hebdomadaires, il ne sera pas possible d'effectuer les reportages nécessaires.

Aujourd'hui, sur la base de la victoire remportée dans la souscription des 25 millions, ce n'est plus la vie du *Quotidien du Peuple* qui est immédiatement menacée, et il est devenu possible d'engager la bataille pour le retour aux 60 pages hebdomadaires, pour une meilleure qualité du journal, pour faire du *Quotidien du Peuple* une meilleure arme pour la Révolution.

F.M.	200
Nice	20
Oyonnax	
Un abonné	150
Valence	
J.L.	100
M.A. L.	250
Lyon	
Ventes	210
Collecté	180
Des ouvriers de Brandt	60
Un camarade du 7°	300
Villeurbanne	250
F.I.	250
Bron	
Des sympathisants	100
P. et L.D.	200
Amiens	
Un instituteur	300
Béthune	
Un retraité	50
Lille	
Ventes	110
Des jeunes	
Nantes	
Insee : des lecteurs	170
M.L.	200
Angers	
Des lycéens	150
Nancy	
Un camarade	500
Saint-Maur	
B.B.	38
Total	7278
ANCIEN TOTAL	243 853
TOTAL	251 131

Conseil des ministres des Neuf : l'Allemagne impose sa loi

Les ministres de l'Agriculture des Neuf, réunis mardi à Bruxelles, sont parvenus à un accord sur le prix du vin. Le Conseil des ministres des Neuf aura la possibilité de fixer un prix plancher communautaire du vin. Cependant, la commercialisation des vins en dessous de ce prix minimal ne sera pas interdite.

La discussion a achoppé sur la question des montants compensatoires. Le

ministre français Méhaugnerie réclamait la dévaluation de 3,6 % du franc vert, ce qui aurait augmenté les prix agricoles garantis par la communauté aux producteurs français, et diminué les montants compensatoires. Le ministre allemand Josef Ertl s'est opposé à cette décision, à laquelle son gouvernement semblait pourtant avoir souscrit lors des négociations sur la mise en place du système monétaire européen.

RPR : la fièvre de décembre

On termine l'année dans la fièvre au RPR, où les remous nés de la déclaration de Chirac sur l'Europe ne semblent pas devoir s'atténuer. Derniers événements lundi : une lettre de Chirac à Barre, lettre dans laquelle le leader du RPR, tout en réitérant ses critiques sur la politique gouvernementale, n'en précise pas moins que «le rassemblement ne prendra pas l'initiative de mettre en cause l'existence du gouvernement». Dans l'après-midi, c'était le groupe parlementaire qui se réunissait, groupe suffisamment divisé pour que son président, Labbé, conclue les travaux en renvoyant dos à

dos ceux qui s'opposent : «Nous ne voulons ni exclusion ni exclusive». Tout autre est la position de la fédération de la Seine et Marne, département où Peyrefitte exerce ses responsabilités locales : les militants ont en effet de mandé que le ministre de la Justice soit exclu, pour 6 mois, du RPR. Inutile de dire que l'idée provient en ligne directe de l'Etat major de Chirac. Prochaines étapes du rififi : la réunion (à huis-clos) des ministres RPR en janvier, et peut-être un deuxième Congrès extraordinaire du RPR, qui aurait lui aussi lieu en janvier.

● Elleinstein et Trotsky

Jean Elleinstein, qui défend dans le PCF des thèses qui le rapprochent de la social-démocratie, vient d'accorder une interview à la revue trotskyste *Critique communiste*. Dans cette interview, Elleinstein développe l'idée selon laquelle «l'histoire commence à donner raison à Trotsky, au moins sur un certain nombre de points». Il estime par ailleurs que dans le livre *L'URSS et nous*, un des auteurs, Francis Cohen, «reprend les thèses de Trotsky».

● Rocard, Mitterrand et les sondages

Le premier décembre, *Le Monde* publiait une longue analyse d'un sondage indiquant que Rocard avait la préférence aussi bien de l'opinion que de l'électorat du PS, par rapport à Mitterrand. Hérnu, mitterrandiste, portait aussitôt l'affaire devant la Commission des sondages, arguant que le sondage en question était truqué. La Commission des sondages vient de rendre son verdict : «Certaines règles de forme prescrites par la loi n'ont pas été observées, mais les enquêtes ont été conduites conformément aux usages de la profession» cependant «les résultats doivent être interprétés avec les précautions requises».

LUTTES OUVRIERES

Tudor Lille CGE

UN PATRON IMAGINATIF QUAND IL S'AGIT DE LICENCIER LES OUVRIERS

A Tudor, la situation se dégrade et devient préoccupante. Entreprise appartenant à la Compagnie Européenne d'Accumulateur, et implantée en pleine ville (entourée d'HLM et de 4 écoles), cette usine de batteries licencie depuis deux ans, par tous les moyens. Passant de 1 200 personnes (en 1976) à 1 040 à ce jour. Il a fallu pour cela une répression accrue dans les ateliers. D'abord licenciement récent de tous les malades de plus de six mois, et licenciement d'immigrés pour « refus de travail » alors qu'on les forçait à faire un boulot dangereux et moins bien payé.

Non reprise des jeunes qui rentrent du service national ; départs en retraite non remplacés ; etc., d'avantage de travail dans des conditions de plus en plus déplorables ; mutations de plus en plus nombreuses dans les ateliers, répression accrue contre les femmes et les immigrés ; déqualification ; non reconnaissance des diplômes ; des salaires dépassant à peine les 2 000 F par mois, telle est la réalité chez Tudor.

A cela il faut ajouter un acharnement patronal contre les délégués CGT (citation en référé, fiches de paie incomplètes, mises à pied, mutations, isolement,

constats d'huissiers, panneaux syndicaux contestés, ennuis administratifs, etc). En effet, ce syndicat, majoritaire au CE et en DP, a récemment axé son action contre Securex, présent à l'usine, tant l'absentéisme (plus de 10 %) est dû aux mauvaises conditions de travail et aux nombreux accidents de travail (280 par an). Mais dernièrement suite aux déclarations vagues, mais pessimistes du directeur lors du CE de septembre, concernant l'emploi chez Tudor, deux journaux locaux (*Liberté* et *La Voix du Nord*) faisaient état de la fermeture de l'usine d'ici 2 ans. A cela, la direction répondait par une note de service rassurante, et par un démenti... qui ne démentait rien !... sinon « qu'à l'heure actuelle », aucun licenciement, ni fermeture n'était envisagé.

Parallèlement, la maîtrise obéissant aux ordres de la direction répandait dans les ateliers, le bruit que les batteries construites à Tudor n'allaient plus se vendre car, étant garanties 4 ans, les clients refuseraient de payer une garantie de 4 ans, alors qu'au bout de 2 ans, la garantie disparaissait du fait de la fermeture de l'usine. D'où, une baisse des ventes, d'où moins de production, donc moins de main d'œuvre nécessaire et donc licenciements.



Ainsi donc, ceux qui avaient averti les journaux des menaces de licenciements, sont les responsables de ces licenciements eux-mêmes !

Il faut noter que cet argument « ne tient pas », car la garantie existe au delà de la fermeture d'une

usine, surtout en cas de filiale d'un trust.

Face aux interrogations légitimes des métallos, la direction continue ses préparatifs de licenciements, à la faveur du silence du PS, mais aussi des sections syndicales FO, CFTC, et CGC de l'entreprise. Le

PCF, quant à lui, préférant quelques articles dans *Liberté* à une coordination des boîtes sur Lille et environs, voit sa cellule d'entreprise se réduire à néant. Mais d'ores et déjà, ce qui est sûr, c'est que les travailleurs sauront se mobiliser et riposter (comme ils

l'ont fait récemment lors d'un débrayage de 24 heures contre le licenciement d'un jeune « temporaire » de 18 ans), lorsque la direction commencera les licenciements économiques.

Correspondant Lille

Sécurex : 5 ans de flicage des travailleurs du Nord, près de 50 000 contre-visites en 1978 !

« Monsieur Michel Van Hauwaert est un homme heureux ! Ses affaires marchent bien, il faut dire qu'il est gérant de la Sécurex S.A.

Voici 5 ans, (le 1^{er} juillet 1973), Sécurex s'installait en France et allait rapidement sévir dans de nombreux secteurs tels que la métallurgie, la chimie, la cartonnerie, le bâtiment, le textile et la chaussure.

Là, où comme de bien entendu, les horaires infernaux et accidents de travail usent et mutilent plus qu'ailleurs les travailleuses et travailleurs. On a pu noter tout de suite une activité accrue de Sécurex dans le bâtiment et la métallurgie, là où les travailleurs immigrés sont très nombreux.

Actuellement, l'activité de Sécurex trouve son champ d'application dans la région parisienne, le Centre, la région Nord Alpes, le Nord-Pas de Calais, et le bassin méditerranéen.

Soit au total, une cinquantaine de départements. Toutefois, il semble que la région du Nord-Pas de Calais soit la plus visée par le Patronat.

En effet, la diversité des industries, le poids élevé de la main-d'œuvre féminine et immigrée dans cette région et la reconstruction amorcée, sont autant d'éléments qui intéressent Sécurex. Mais, le passé de luttes dans cette région ont amené le patronat à une certaine prudence.

Ainsi, le CNPF demanda à Sécurex de faire une enquête sur le Nord, dans un secteur jugé très com-

batif : la métallurgie.

Cette enquête commencée en 1975, dura 2 ans et couvrit 250 entreprises. Cela donna lieu à 20 000 contre-visites, dont les résultats suivent :

- 10 % d'arrêts de travail sont injustifiés.
- 18 % d'absences en dehors des heures des sorties autorisées par la SS.
- 0,5 % de refus de contrôle.
- 71,5 % des cas d'arrêts sont apparus justifiés.

LE PATRONAT JUBILE

Les rares actions mises en place par les Unions Locales, et les directions syndicales sont des échecs.

Comme celle menée par les syndicats (CGT et CFDT) contre l'usine Stein industrie de Roubaix qui est déboutée par le tribunal de Grande Instance de Lille, le 18 novembre 1974.

L'arrêt rendu à cette occasion donne le droit à l'employeur de refuser les indemnités de maladie à ceux (les ouvriers) qui refuseraient les contre-visites.

LA COUR DE DOUAI AVEC SECUREX

Non contents de l'Arrêt du 18.11.74, les deux sections CGT et CFDT portèrent l'affaire devant la Cour d'Appel de Douai, qui débouta définitivement les demandeurs.

A cette occasion, la décision de cette cour ultra réactionnaire, bien connue des syndicalistes et avocats progressistes de la région, est édifiante ! En ef-

fet, il mentionne : « Le droit au contrôle par un médecin choisi par l'employeur découle tout normalement des obligations contractuelles et le salarié ne peut s'y refuser ».

Sécurex se retrouve légalisé, sans que le parlement ait eu son mot à dire...

Ainsi, malgré des luttes isolées, mais sensiblement plus fréquentes, Sécurex procède à 4 000 contre-visites par mois en 1978, alors qu'en 1976 c'étaient 1 000 contre-visites par mois !

Quant au quotidien local du PCF *Liberté* il se borne à reproduire les articles de presse envoyés par quelques sections syndicales CGT d'entreprises métallurgiques (APO de Boulogne, TUDOR, de Lille, Peugeot de Fives). Pas un seul mot d'ordre d'unité et d'action ! Uniquement quelques questions d'élus révisionnistes à l'Assemblée nationale.

LE COÛT DE SECUREX

Le syndicat CGT de l'usine Tudor de Lille, ayant pu intercepter une

brochure publicitaire éditée par Sécurex, laisse perplexes de nombreux métallurgistes de l'entreprise déjà touchée par des menaces de licenciements.

En effet, outre les chiffres donnés ci-dessus, on y apprend que :

« Le souscripteur s'engage à verser à Sécurex une somme forfaitaire trimestrielle, dite d'abonnement, fixée à 5,19 F par trimestre et par salarié de l'entreprise ».

Le prix de la prestation de contrôle (chaque visite) est fixé à 130 F Ht. Les contrats sont annuels, Sécurex passe entre 8 heures et 20 heures ».

De plus, dans cette brochure, Sécurex dit qu'« en cas de refus de contrôle par le malade, la suppression des indemnités de salaires par l'employeur, ne saurait être, en l'état actuel des choses, confondues avec un éventuel congédiement. Contrôle médical et licenciement doivent rester deux problèmes distincts ».

Les travailleurs de Rhône-Poulenc, menacés de licenciement pour cause d'absentéisme apprécieront les pieux écrits de Sécurex...

« CONTRE LA DÉCADENCE DU CORPS MÉDICAL »

Enfin, cet organisme qui se dit « avoir la ferme conviction d'être aujourd'hui, plus que jamais et paradoxalement pour nos détracteurs, les défenseurs de la médecine libérale », se considère comme indispensable pour lutter « contre la décadence du corps médical prompt à donner des arrêts de 8 jours » (d'où une pétition nationale signée par des milliers de médecins-traitants, en 1977).

Enfin, on apprend que Sécurex sévit depuis plusieurs années au CHR d'Amiens au su et au vue de la municipalité PCF...

De même qu'à Aulnay sous Bois, le personnel communal est soumis à ce type de contrôle dont le maire n'est autre que Robert Ballanger, actuel président du Groupe « communiste » à l'Assemblée nationale !

Ainsi, qu'ils soient de droite ou de « gauche » les patrons n'hésitent pas à employer des contre-visites dans l'intérêt de leurs politiques.

Correspondant Lille

20 000 A LONGWY CONTRE LE CHÔMAGE

Reportage de Richard FEUILLET

20 000 personnes rassemblées sur la place de l'hôtel de ville à Longwy, le même nombre ayant manifesté durant 2 heures : ces 2 chiffres, à eux seuls, rendent compte de l'ampleur de la participation à la journée «ville morte» à Longwy, ce mardi. Cette action était à l'initiative des organisations syndicales, décidée en riposte, comme on le sait, aux milliers de licenciements décidés par Usinor-Chiers-Châtillon sur cette ville de la Lorraine qui compte déjà 15 % de chômeurs.

Mardi 8 heures du matin : Dès mardi matin, tôt, on se rendait immédiate-

ment compte qu'il y avait quelque chose d'inhabituel à Longwy... justement par-

● Le personnel du commerce veut ses jours fériés

Les patrons du commerce ne voyant que la progression de leurs chiffres d'affaires envisagent d'ouvrir les dimanches 24 et 31 décembre.

Une fois de plus, ils utilisent le service à la clientèle pour justifier les ouvertures.

Alors que la charge de travail augmente considérablement en cette période, les salariés devront travailler 5 jours sur 7.

Pourtant, cette année, le calendrier permet aux travailleurs du commerce de prendre 2 jours de repos consécutifs.

Les fédérations CFDT et CGT du commerce, appellent les salariés à refuser de venir travailler les 24 et 31 décembre.

Elles invitent leurs syndicats à se rencontrer pour :
- Protester auprès des directions, chambres patronales, Conseil national du commerce.

- Engager des démarches communes auprès des maires, des préfets pour qu'ils n'accordent pas les dérogations.

- Appeler en commun les employés du commerce à ne pas venir travailler.

- Prendre contact avec les organisations de consommateurs pour les solidariser sur la qualité de la vie des travailleurs du commerce et leur demander d'intervenir auprès des clients.

- Informer la population.

Ces tentatives d'ouverture vont dans le sens d'une augmentation de l'amplitude de la semaine de travail.

Nous devons y faire échec pour garantir à tous le repos du dimanche et des jours fériés continuellement remis en cause par le patronat.

Communiqué

● Ronis-Lyon en grève depuis 8 jours

A Ronis Lyon, 500 travailleurs sont en grève depuis le jeudi 14. Décision a été prise récemment d'occuper l'usine, à l'initiative d'un groupe de travailleurs déterminés (du syndicat CGT). Cette occupation s'est maintenue la nuit. L'usine d'Autun c'est elle aussi mise en grève. Le patron devait négocier mercredi après-midi à Autun, tandis qu'à Lyon un directeur recevait une délégation de grévistes. La grève est principalement le fait des ouvrières, qui gagnent 2 200 francs par mois (alors que les outilleurs gagnent 4 200 F). Les grévistes réclament une augmentation de 200 francs par mois, ainsi qu'une prime de fin d'année de 1 000 francs.

ce qu'il ne se passait rien : le ciel qui prend souvent ici une étrange couleur rouge (coulée des hauts-fourneaux) était tout-à-fait blanc mardi matin : les usines tournaient au ralenti. Les wagonnets suspendus, transportant habituellement le minerai de fer vers le haut de la ville, étaient à l'arrêt ; les bistrotts, les commerces, tout était fermé ; partout, sur les murs, sur les vitrines, des affiches : «Non à la mort de Longwy !» Et, dans le froid glacial, par moins 10°, tôt le matin, les routes menant à Longwy étaient barrées par des cars d'Usinor, surveillés par quelques militants cédétistes, jusqu'à la frontière luxembourgeoise proche, gardés par des travailleurs autour d'un feu.

Vers le milieu de la journée, c'était le rassemblement sur la place de l'Hôtel de Ville : dès 14 h 30, la place était noire de monde ; impossible dès cette heure-là de traverser la foule compacte pour rentrer dans l'Hôtel de Ville. Pour être moins serrés,



des jeunes sont montés sur les toits des abris-bus de la place : collégiens au chômage depuis 1 an, avant d'avoir travaillé. Le cas n'est pas rare à Longwy où 15 % de la population active est sans emploi (un chiffre qui risque d'être porté à 25 % si les milliers de licenciements d'Usinor-Chiers sont effectifs).

Jusqu'à 15 heures, grossissant le flot déjà important des manifestants, des milliers de sidérurgistes, par groupes compacts (Usinor, la Chiers, Réhon) vont arriver par des petites rues sous les applaudissements de la population. C'est finalement avec beaucoup de retard que la manifestation s'ébranlait,

elle ne devait se terminer que tard dans la soirée, alors que la nuit était déjà tombée. Pendant plus de 2 heures, dans les rues de Longwy, c'est 20 000 personnes qui manifesteront : travailleurs d'Usinor et de Chiers, bien sûr frappés par la restructuration, mais aussi ceux d'autres industries de la ville, dépendantes pour leur activité de l'industrie sidérurgique : la SNCF - les cheminots manifestaient - les employés des commerces : on apercevait les employés du Prisunic et du Rond Point de Longwy. Les travailleurs des mines de fer d'Husigny, Saulnes, localités proches, étaient aussi représentés : l'activité des mines est directement liée

à la sidérurgie, bien sûr. C'est en fin de compte une partie très importante de la population de la ville de Longwy qui aura manifesté sa colère mardi. «Il n'y a jamais eu autant de monde, on n'avait pas vu ça depuis la Libération» disaient des travailleurs. Reste la question essentielle : et maintenant ? L'intervention faite au nom de l'intersyndicale par la CGT avant la manifestation aura été caractérisée par un manque flagrant de propositions d'action : «Cette journée ne saurait être une espèce de saute d'humeur sans lendemain» déclarait le représentant de l'intersyndicale. Mais sans formuler, pour autant, de propositions concrètes d'action.

«ICI RADIO S.O.S. EMPLOI»

Une radio au service des travailleurs

● Le bassin de Longwy veut vivre et n'accepte pas les 8 500 licenciements annoncés. Face à cette grave menace, les militants CFDT ont pris de nombreuses initiatives pour réaliser une mobilisation importante et l'unité de toute la population pour refuser la mort de leur région. Après, entre autres, les auto-collants, l'occupation du crassier et la pose d'un S.O.S lumineux géant à son sommet, ils ont appelé les travailleurs à mettre sur pied une radio libre au service de cette lutte. Cet appel, Radio Verte Fessenheim l'a concrétisé en allant sur place pour faire bénéficier radio S.O.S. Emploi de son expérience et de son matériel, ce qui fait qu'aujourd'hui la totalité des émissions est prise en charge par une équipe locale. Cette entraide de Radio

Verte Fessenheim accueillie avec une telle chaleur nous encourage à continuer dans cette voie et à multiplier de tels week-end de solidarité qui outre une nouvelle radio libre apporte un enrichissement mutuel. Ainsi vendredi soir sera diffusée sur toute l'Alsace l'émission réalisée par les travailleurs de Longwy. Cette émission, à Longwy, voilà comment ça c'est passé.

Radio Verte Fessenheim émet tous les vendredis à 19 h 45 et tous les dimanches à 11 heures sur modulation de fréquence (FM ou UKW) entre 100 et 104 Mhz. Pour tout contact, écrire à Gilles Gay. Bat. B rue des Tulipes 67 150 Gerstheim par Erstein.

Cette fois ça y est, il est 11 heures et le top est donné. L'émetteur grésille. Dans le récepteur, les auditeurs entendent un mugissement de sirène d'usine. Les voix se succèdent, ce sont celles des travailleurs interrogés par des militants de la CFDT : un chômeur : «Ça fait quatre mois que je suis au chômage, dans huit jours je ne toucherai plus que l'aide publique (environ 500 francs par mois). La crise, c'est la faute du gouvernement. Pour y remédier il faudrait tout changer».

Une petite fille : «J'ai 11 ans, je ne suis pas un garçon mais je suis la fille d'un ancien délégué d'Usinor décédé pour la cause des ouvriers. Voilà, pendant quelques jours j'ai entendu parler que l'usine de la Chiers allait fermer ses portes. Quel beau grabuge ! Bref, revenons aux ouvriers, que vont-ils faire ? Se tourner les pou-

ces ? Et pour nourrir leur famille ? Qu'allons-nous devenir ? Crever de faim ? ou nous manger entre nous ?»

Avec un vendeur sur le marché :

- Vous vous sentez concerné par le chômage ?

- Je comprends, avec le chômage plus de cinquante pour cent de ventes en moins.

- Et selon vous que peut-on faire ?

- Créer des emplois mais lesquels ? C'est pas les petites boîtes qui se montent à droite à gauche qui créent beaucoup d'emplois.

Un immigré : «J'ai été obligé de prendre un travail, n'importe lequel, moins payé et plus dur. Dire que la situation actuelle, c'est de la faute des immigrés c'est pas juste, le responsable c'est le gouvernement ; faire quelque chose c'est difficile dans

l'entreprise : où je suis il n'y a rien, pas de syndicat...».

Cerner les obstacles, trouver des moyens de lutte et des perspectives d'ensemble, c'est l'affaire des travailleurs comme le montrent ces témoignages :

- Un vieux travailleur : «Mon emploi est menacé mais c'est malheureux que j'arrive à 60 ans. C'est pas aujourd'hui mais depuis 36 que je lutte, c'est pour vous dire qu'arriver à ceci aujourd'hui, ça vous dégoûte. Ce qu'il faut, c'est partir à la bagarre et être unis».

Le contenu de cette émission illustre bien l'objectif de cette radio : un instrument d'information et de débat à l'écoute des travailleurs et au service de leur lutte. Par la richesse de la participation de la population, elle permet

d'aborder tous les problèmes et aide à surmonter les obstacles à la lutte.

Elle répond bien à un besoin comme en témoigne l'écoute massive :
- une écoute publique réalisée depuis un magasin d'électroménager et branchée sur la sonorisation de cette rue commerçante.

- Des dizaines de coups de téléphones sont venus d'auditeurs enthousiasmés et inquiets d'une coupure avant la fin de l'émission,
- de nombreux témoignages de soutien insistent sur la nécessité de poursuivre les émissions pendant toute la lutte.

C'est pourquoi les travailleurs sont invités à prendre la parole, au local de la CFDT à Longwy-Bas en face de la poste, au crassier occupé ou par téléphone au numéro 23.40.50.

Corres. LONGWY

IRAN : POINT DE VUE (3)

Lier la lutte contre les deux superpuissances

• Dans le cadre du mouvement actuel d'opposition au Shah, divers groupes, de nombreux cercles locaux se réclamant du marxisme-léninisme, sont apparus ou se sont développés. Ainsi l'«Union de lutte pour la création du parti de la classe ouvrière d'Iran», qui donne ici son point de vue sur la liaison indispensable entre la lutte contre l'impérialisme américain et celle contre le social-impérialisme.

L'impérialisme dominant en Iran étant l'impérialisme américain, la compréhension de la liaison entre la lutte contre cet impérialisme et celle contre le social-impérialisme est devenue un problème complexe pour les forces progressistes (...).

Profitant de cette situation, les révisionnistes du parti Toudeh développent, tout comme les autres agents du social-impérialisme dans les autres pays, une intense propagande mensongère qui utilise les sentiments de haine des masses contre l'impérialisme américain et ses laquais de la Cour et du gouvernement afin de farder le social-impérialisme russe et de présenter comme un ami et un soutien du peuple iranien. Dans une période récente, ils ont développé une vaste campagne de démagogie visant à redorer leur blason, en opérant un changement de tactique pour se donner un visage radical voire même révolutionnaire ! Suivant docilement la politique de Moscou et étant un instrument inconditionnel aux mains des dirigeants du Kremlin, le Comité central du Parti Toudeh a adopté depuis quelques années un langage dur face au régime du Shah.

CHANGEMENT DE TACTIQUE

Alors que durant des années, il a sans cesse préconisé la conciliation envers le régime du Shah, et attaqué les révolutionnaires et communistes luttant pour l'anéantissement de la monarchie et de la réaction en Iran, il développe maintenant une politique offensive basée sur le mot d'ordre du «renversement du régime de despotisme» et sur la tactique du «front uni anti-dictatorial». Ce changement de tactique et de mot d'ordre est en étroite relation avec la stratégie offensive du social-impérialisme à l'échelle mondiale et n'a d'autre but que de frayer la voie à l'application de cette stratégie en particulier en Iran, pays particulièrement convoité par le social-impérialisme en raison de son pétrole et de son rôle stratégique dans la préparation de la guerre. Le «front uni anti-dictatorial» des agents iraniens de Moscou n'a d'autre but que de vider de son contenu révolutionnaire la tâche du renversement du régime monarchique et fasciste du Shah et de la domination de l'impérialisme, en la limitant à la seule «tâche» de la suppression de la dictature dans le but de composer avec ce qu'ils appellent «l'aile réaliste et prévoyante de l'équipe dirigeante», (c'est-à-dire les membres du clan rival du clan du Shah). C'est pourquoi le nouveau mot d'ordre «renversement du régime despotique» et la nouvelle tactique «front uni anti-dictatorial» des révisionnistes iraniens, en dépit de son apparence de «gauche», sont profondément contre-révolutionnaires et très dangereux pour le mouvement patriotique et communiste iraniens.

Quoique le parti Toudeh ne jouisse pas actuellement d'une grande influence en Iran et soit discrédité, rejeté par tout le monde, il ne faut cependant pas sous-estimer son danger virtuel et même ef-

fectif, et le pouvoir démagogique de ses manœuvres hypocrites. En effet, ayant été dans le passé, en dépit de toutes ses erreurs et trahisons, le parti le plus à gauche, et ayant rassemblé en son sein le gros des forces ouvrières, il jouit encore d'une certaine sympathie parmi une partie de l'intelligentsia et de vieux ouvriers. Il a aussi un certain nombre d'agents et d'anciens cadres et sympathisants dans l'appareil administratif et parfois même à certains postes-clés de l'Etat.

LE DOUBLE ASPECT DE LA POLITIQUE SOVIETIQUE

Quant au social-impérialisme, il est en collaboration étroite en même temps qu'en rivalité acharnée avec l'impérialisme américain en Iran. Il collabore avec l'impérialisme américain pour piller les richesses de notre pays, et appuyer le régime fasciste contre la révolution des masses populaires ; en même temps, il rivalise avec lui pour gagner de nouvelles positions économiques, politiques et militaires en Iran et dans la région, aux dépens de son rival américain. Le Shah a toujours été en très bons termes avec les Russes, et en contrepartie, ces derniers n'ont cessé de lui prodiguer leurs louanges, y compris des brevets de progressisme, voire de défenseurs de droits de l'homme ! Tout en essayant de se faire accorder par le Shah des concessions toujours plus grandes (ventes de gaz naturel à prix dérisoire, achats d'armements de toutes sortes, contrats économiques portant sur 15 milliards de dollars...etc), les Russes ont pour but final de faire remplacer le régime pro-américain par un régime qui soit leur propre allié. La réalisation d'une telle éventualité leur donnerait la suprématie sur l'impérialisme américain, grâce au contrôle de l'accès aux principales sources d'approvisionnement en pétrole dont l'Europe est large-

ment tributaire. C'est pourquoi, les Américains déploient toute leur force pour empêcher cela : l'Iran devient aussi un enjeu de la rivalité acharnée entre les deux superpuissances.

LA DEMAGOGIE US

Tout ce qui a été fait et qui se fait dans la région par les deux superpuissances, comme par exemple dans la Corne de l'Afrique vise en fin de compte la suprématie dans le golfe arabo-persique. Face aux offensives soviétiques, l'impérialisme américain qui entend défendre ses intérêts, essaie de se doter de nouveaux moyens, dont la «campagne des droits de l'homme» et la nouvelle politique de l'administration américaine. Constatant que la répression et les armes ne suffisent plus à maintenir au pouvoir les dictatures haïes par le peuple, l'impérialisme américain et l'administration Carter essayent par la campagne dite des «droits de l'homme» d'apporter des changements à ces dictatures en tentant d'élargir leur base sociale qui est fortement rétrécie, et de tromper les masses et l'opposition par la démagogie «libérale». C'est aussi une arme de propagande aux mains de l'impérialisme américain contre son rival soviétique, et pour faire oublier au peuple américain les graves difficultés et la crise qui le frappent. Les peuples du monde ainsi que le peuple iranien se trouvent donc devant deux démagogues, celle des «droits de l'homme» de Carter et celle du «socialisme» et de l'«internationalisme» de Brejnev (...). Le mouvement marxiste-léniniste ne peut avoir de signification sans une très claire compréhension de la relation indissociable qui relie les luttes contre l'une et l'autre des deux superpuissances.

UN APPUI INESPERÉ AU PARTI TOUDEH

C'est justement à ce sujet qu'est

apparue une nouvelle déviation, dans le mouvement marxiste-léniniste iranien, déviation qui porte sur la tâche de la combinaison de la lutte de classe à l'échelle nationale avec celle qui se déroule à l'échelle internationale. Certains ont tendance à couvrir la première par la seconde, alors que d'autres commettent l'erreur inverse. C'est cette dernière déviation qui est actuellement prédominante et est représentée par tous ceux qui, à l'instar du Parti du travail d'Albanie, refusent de porter une juste appréciation sur le danger d'une nouvelle guerre déclenchée par les deux superpuissances et en particulier par le social-impérialisme, refusent d'analyser clairement la nature et les tendances de ce dernier et en un mot, refusent de faire une analyse objective de l'impérialisme de notre temps, confondant l'impérialisme et le social-impérialisme, et même, superpuissance impérialiste et impérialisme de second ordre. Ce point de vue a été à l'origine de l'apparition d'une position de droite qui se pare de phraséologie gauchiste. Les principaux tenants de cette position en sont venus à se dresser contre la Chine populaire, qu'ils traitent de superpuissance impérialiste, contre le marxisme-léninisme et la pensée maotsetoung, dont la théorie scientifique de la division en trois mondes, contre le parti communiste chinois. (...) Cette position vient au secours des révisionnistes du Toudeh dans notre pays pour les aider à semer la confusion au sein des masses, à attaquer le socialisme et la Chine, à endormir la conscience populaire face au danger social-impérialiste, et à le désarmer devant la guerre que préparent fébrilement les deux superpuissances, en particulier l'URSS (...).

Rebelles N° 13 vient de paraître

De la révolte à la révolution

REBELLES

JOURNAL DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE



Nouvelle formule 16 Pages — 2,50 F

Abonnement spécial fêtes jusqu'au 31 janvier 15 F les 10 numéros

Nom
Prénom
Profession
Adresse

A retourner à Rebelles, 5/ rue Ordener
5 018 Paris
chèques à adresser à : Gilles Rivet
CCP 35 233 56 A La Source

Giscard en Guinée

Giscard est en Guinée depuis mercredi, et pour une période de trois jours. Il est accompagné du ministre des Affaires étrangères, du ministre de l'Économie et du ministre de la Culture.

La visite de Giscard est un événement important dans les relations entre les deux pays. Depuis son indépendance en 1958, la Guinée et la France ont eu des relations tendues tout d'abord, puis quasi inexistantes depuis la rupture des relations diplomatiques en 1965. Ces relations diplomatiques n'ont été rétablies que le 14 juillet 1975, peu de temps avant que Lecanuet, au cours d'une visite, ne marque la reprise des accords commerciaux. La Guinée est un des pays africains les

plus riches, quant à ses ressources minières notamment : on y trouve de l'uranium, du pétrole, de la bauxite, du fer et du diamant. Pendant longtemps, la Guinée a privilégié ses accords commerciaux avec l'URSS, à tel point que sur un milliard de dollars de dette extérieure, près d'un tiers revient à l'URSS. Celle-ci se «rembourse» en bauxite, à des prix nettement inférieurs à ceux du marché mondial. Depuis 1975, la Guinée cherche à diversifier ses relations commerciales avec les pays occidentaux, tout en améliorant les relations avec les pays voisins, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. C'est dans ces perspectives que se présente la visite du président français.

La secte Jones et l'URSS

Selon le quotidien espagnol El País, les autorités du Guyana sont en possession de documents précisant que Jones, le chef de la secte du

temple du peuple, avait l'intention d'offrir millions de dollars à l'URSS. Les lettres ont été authentifiées, ainsi que les comptes en banque dont Jones voulait se servir, au Venezuela et à Panama.

En bref... En bref...

INDE

L'ancien Premier ministre indien Indira Gandhi a été arrêté mardi. Sur la demande de l'actuel Premier ministre Morarji Desai, la Chambre basse du Parlement a voté l'exclusion d'Indira Gandhi, dont la détention ne se prolongera pas cependant au-delà du vendredi, jour de l'ajournement de la session de la Chambre. Le vote s'est déroulé à la suite du rapport d'une commission accusant Indira Gandhi d'avoir empêché des hauts fonctionnaires d'enquêter sur les affaires de son fils Sanjay...

NICARAGUA

Le dictateur nicaraguayen Somoza a libéré une soixantaine de prisonniers politiques, dans le cadre du décret d'amnistie publié vendredi dernier. Pendant ce temps, près de la frontière avec le Costa Rica, des affrontements entre querilleros sandinistes et la garde nationale ont fait plusieurs tués.

ESPAGNE

Selon les journaux El Periódico et El País, le Président du Conseil, Adolfo Suarez aurait l'intention de dissoudre les Cortes, le Parlement espagnol, et de convoquer des élections législatives au début de l'année prochaine.

RFA

Les 3 000 sidérurgistes en grève depuis le 28 novembre pour la semaine de 35 heures poursuivent leur mouvement après l'échec des négociations le week-end dernier.

GRANDE-BRETAGNE

L'IRA provisoire a revendiqué la série d'attentats à la bombe qui ont eu lieu en Angleterre ces jours-ci... L'organisation irlandaise a annoncé son intention de poursuivre ces actions «tant que ne cesseront pas les brutalités contre les prisonniers politiques irlandais».



VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

Trains bondés, trains en retard, TRAINS BLOQUÉS

Par Michel LENY

Une travailleuse du complexe de bureaux de la gare de Lyon

— Qu'est-ce que tu prends comme transport ?

— J'habite Garges les Gosses, je prends le bus, le train et puis j'ai 20 minutes à pied pour me rendre chez moi. Le matin à peu près 90 minutes alors qu'avant j'avais 45 minutes en tout !

— Tu n'as pas pu déménager ?

— J'ai des enfants qui sont dans un CES, mon mari travaille à proximité, pas question que je déménage pour faire plaisir à la direction, d'autant que je n'en tirerais aucun avantage.

— La direction a-t-elle cédé sur certaines revendications ?

— C'est-à-dire que nous avons quand même obtenu de la direction que les gens qui prennent le train finissent à six heures moins vingt au lieu de six heures moins dix. Une dizaine de personnes sur soixante que nous sommes ici habitent à Meaux et il leur faut trois heures de transport par jour pour se rendre à leur travail (entre le matin et le soir). Alors, quand une fille a déjà fait 1 heure et demi de trajet le matin et qu'il faut qu'elle fasse 1 heure et demi le soir, je trouve que ce ne sont pas des conditions de travail modernes !

— Comment s'est passé le déménagement ?

— Comme c'est une administration, quand les services auxquels nous appartenons sont arrivés dans les tours, ils ont fait miroiter au personnel la carotte de la gare de Lyon, en disant que seront prises en priorité les personnes qui habitent sur la ligne de la gare de Lyon. Effectivement, sur 80 personnes, une bonne partie habite en banlieue et la plupart sur la ligne gare de Lyon. Donc en apparence il y a une faveur de la direction. En fait ça ne fait que confirmer, entériner un peu plus cette espèce de situation complètement dingue pour les travailleurs qui sont répartis un peu dans la région parisienne autour d'une ligne de chemin de fer, et viennent travailler à Paris. Il y en a même qui habitent Evreux.

Même quand on loge dans des appartements du 1% patronal (donc ceux qui sont liés à l'entreprise), ces logements sont en grande banlieue. Quand la famille s'agrandit on s'éloigne de plus en plus de Paris... Finalement, Paris ce sera des tours et des logements de luxe, poutres apparentes et tout, certainement pas pour les travailleurs...

● Occupation de gares, blocages des trains, manifestations sur les voies ferrées, les utilisateurs quotidiens de transports en commun protestent de plus en plus violemment contre la dégradation continuelle des conditions dans lesquelles ils voyagent sur les lignes de banlieue de la région parisienne. C'est le cas des voyageurs en gare de Meru en novembre ou à Montfort-Lamaury, début décembre. Les voyageurs rejoignent d'ailleurs les cheminots dans leur lutte contre la rationalisation de la gestion de la SNCF. Le dernier rapport du gouvernement dit « rapport Guillaumat » définit d'ailleurs les règles de fonctionnement de l'appareil de transport selon les règles du marché. Investir dans ce qui est rentable ou prestigieux comme le TGV (train à grande vitesse Paris - Lyon) ou le RER (réseau express régional parisien), abandonner le reste des infrastructures ou l'entretenir au minimum (fermeture de 3 000 petites gares sur 4 000, abandon des lignes secondaires non rentables, bourrage des lignes existantes) : voilà le résumé de la politique de mise en œuvre par l'Etat depuis 20 ans. Le budget des transports en région parisienne qui va être présenté prochainement aux conseillers généraux prévoit une diminution des crédits réservés aux transports en commun (1,51 milliards en 1979 alors qu'en 1978 le budget était de 1,838 milliards). La part des transports en commun passe d'ailleurs de 50 à 35 % par rapport au budget total au profit des autoroutes.

Ce que les travailleurs remettent en cause en parlant de dégradation des transports c'est d'une part un renouvellement et un entretien insuffisant du matériel et des infrastructures de transport qui ne compensent pas l'énorme accroissement des voyageurs banlieue, et d'autre part l'allongement continu du temps de transport domicile-travail (2 heures par jour en moyenne actuellement en région parisienne). Les responsables de la SNCF et de la RATP sont pourtant intarissables sur les améliorations du réseau de transport : nouveaux escalators, rénovation des stations de métro, trains de banlieue à deux niveaux : les exemples ne manquent pas.

En fait, ces améliorations prétendent faire face à l'accroissement du nombre de banlieusards au moindre frais, en rentabilisant les infrastructures existantes. Le plan global des transports publié en 1972 indiquait d'ailleurs « qu'il convient de privilégier les opérations d'un coût moindre sur les réseaux existants afin de réserver les investissements lourds au RER ». La rénovation de la gare de Lyon par exemple a surtout pour effet de permettre le passage de 70 000 voyageurs à l'heure au lieu des 20 000 actuellement. De même, la généralisation à la RATP des départs programmés (fermeture automatique des portes sans intervention d'un agent) permet de limiter au minimum les arrêts à quai des différentes rames de métro, pour permettre un remplissage maximum ; c'est ainsi que la ligne n°10 pouvait transporter 16 000 personnes à l'heure avant les départs programmés et qu'elle pourra en transporter 32 000 avec les mêmes infrastructures. Il en est de même pour les nouveaux wagons RATP qui sont plus agréables, moins bruyants mais où il n'y a plus que 24 places assises pour 135 debout au lieu de 35 assises et 117 debout anciennement. Pour les voyageurs, tout cela ne se traduit que par une dégradation des conditions de transport.

LE RER

Alors que sur les lignes de banlieue existantes, de nombreux problèmes surgissent, la

plus grande partie des travaux d'extension a été consacrée à la construction d'une nouvelle ligne de transport régionale. Entre 1963 et 1974, la RATP et l'Etat ont consacré 86 % du budget des transports à la construction du RER. Pendant ce temps, on fermait des lignes en bon état de marche comme celle de la « petite ceinture » autour de Paris, ou celle de Bastille - Nation.

A la suite de la construction du RER, on a abouti à la situation actuelle où une minorité habite des villas et des petits immeubles de luxe à proximité des gares et où les travailleurs sont logés dans des locaux en-

Après le blocage du train de Montfort-l'Amaury

Le lundi 4 décembre les voyageurs de Montfort - Lamorie ont bloqué le train Dreux-Paris pendant quatre heures. Après avoir envoyé pour discuter le préfet et les représentants de la SNCF, la police, par la force, a dégagé les voies vers midi. C'est après avoir supporté pendant plusieurs années les retards, les mauvaises conditions de transport, après avoir signé des cahiers de pétitions, qu'ils ont décidé de passer à l'offensive. Deux jours après leur action les trains avaient été changés. C'était une première victoire.

— Qu'est-ce qui a entraîné les manifestations sur la ligne ?

— Il faut voir que, du point de vue de la SNCF, on est en « zone 7 » ; il y deux ans, on était en « zone 6 ». En clair, cela veut dire : avec nos cartes à 39 francs par semaine, on n'est pas rentable.

Alors, les trains ont toujours du retard. Il y a plusieurs travailleurs qui se sont fait licencier à cause de ça : une fois, deux fois, le patron laisse glisser, et puis la troisième ou la quatrième, il vous met à la porte. De plus, les trains ne sont pas chauffés ; quand on s'est plaints à la SNCF, ils nous ont répondu : si on met le chauffage, on est obligé de faire ralentir la locomotive ; si on veut la pousser pour être à l'heure, on ne peut pas chauffer. Il faut dire que la micheline date de 1955 !

— Comment en êtes-vous venus à l'action du 4 décembre ?

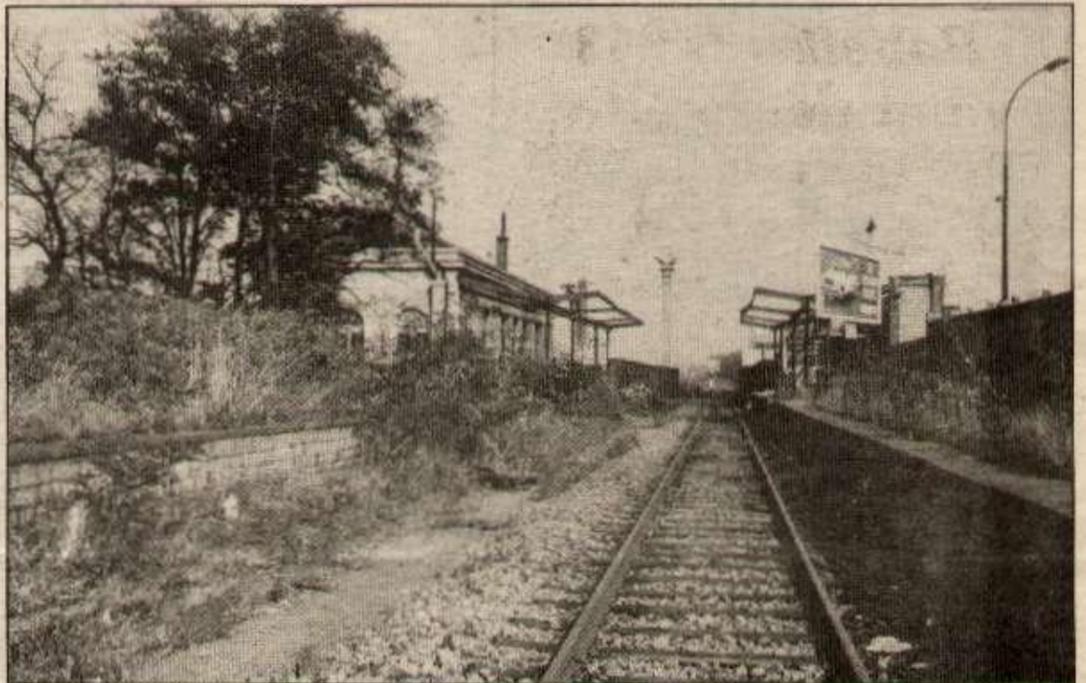
— Pendant des années, on a signé des bouquins de réclamations à Montparnasse. On a même été convoqués par un directeur, qui nous a reçus dans des super-fauteuils et s'est foutu de nous ; « C'est à vous cette petite micheline rouge et jaune ? On va s'en occuper ». Et puis plus rien. La première fois qu'on a occupé les voies, on promet de faire quelque chose. Les gens sont allés à Montparnasse pour parlementer, et là encore, ça n'a rien donné. Finalement, l'autre lundi, c'était le ras-le-bol général.

— Quels problèmes avez-vous rencontrés dans la mobilisation ?

— Il y a en particulier la question des rapports avec les cheminots. Sur la ligne, il y avait des voyageurs qui râlaient quand ils se mettaient en grève. Il a fallu expliquer que leur grève et notre lutte, c'était la même chose. On a fait des assemblées générales dans le train, on a distribué des tracts. Finalement, le jour même de notre action, les sections syndicales ont sorti un tract pour nous soutenir, et il y a eu un article dans L'Action républicaine.

— Et les réactions du côté des partis, de la direction SNCF ?

— Le PCF n'a pas été clair. Il a fait signer une pétition dans la gare de Houdan au moment où on se presse dans le train. Ils n'ont rien fait d'autre. Ce n'est pas derrière les gens qu'il faut être, c'est devant. Côté direction, s'il n'y a rien de fait d'ici peu, on va envisager des mesures plus dures. D'autant que Pellissier, le PDG de la SNCF, a dit à la télé qu'on était des éléments extérieurs et qu'il enverrait les flics. Il faut donc se tenir prêts.



La petite ceinture à Paris : supprimée parce que « non rentable »

sembles que la spéculation sur les terrains a rejetés loin des gares de la banlieue. De ce fait ils sont obligés d'utiliser un moyen de transport supplémentaire pour accéder au réseau ferré. L'autre branche du RER (Etoile-Saint-Germain) a permis la construction par des promoteurs de l'ensemble de tours de bureaux à la Défense.

C'est pour permettre la concentration de bureaux à Paris et à la Défense que l'on a construit

cette nouvelle ligne ; tout ce qui ne favorisait pas cette logique mais au contraire aurait réellement amélioré les conditions de transport n'a jamais été vraiment entrepris. La RATP lors de l'ouverture du tronçon central du RER, en 1977, a supprimé des rames sur différentes lignes de métro (15 % sur Vincennes - Neuilly, 10 % sur Nation - Etoile) parce qu'elle avait constaté une légère diminution de fréquentation. Que les travailleurs aient

plus de place aurait pu être un acquis de ce tronçon central de RER. Eh bien, non ! Aux heures de pointe, la RATP a préféré faire des économies sur le dos des voyageurs.

C'est cet urbanisme du profit qui a déterminé l'évolution du réseau de transport en région parisienne, c'est toutes les conséquences de cette logique que les travailleurs et usagers des transports remettent en cause.

20 000 ELEVEURS DE PORC MANIFESTENT A VASSY

Les dirigeants de la FNSEA sérieusement malmenés

Vassy au mois de décembre 1977 : le comité des fêtes giscardien organise une super-kermesse sous chapiteau dans la petite bourgade du bocage normand. Giscard se distingue en racontant une fable de son cru (une de plus) à l'assistance ébahie ; c'est la fameuse histoire des maçons, ceux qui veulent raser la maison pour en construire une autre dont on ne sait pas trop ce qu'elle sera et ceux qui veulent conserver l'ancienne en la rénovant et qui appellent «tous les maçons de bonne volonté» à s'associer à eux. Le projet pour l'instant est resté en rade ; la maison continue de se lézarder et les maçons de tous bords étalent leur incurie, leur incapacité !

Les spectateurs éblouis par la faconde du président suivaient le discours avidement. «L'agriculture doit être le pétrole de la France», proclamait alors Giscard. Ces fortes paroles provoquaient une intense émotion dans l'assistance.

Vassy le 18 décembre 1978 : 20 000 éleveurs de porc se rassemblent pour rappeler à Giscard que «le

pétrole de la France» ne va pas bien du tout. Ils sont venus de toute la France par centaines d'autocars. De l'Aveyron par exemple, ils sont partis la veille. C'est une importante mobilisation, du type de celle qui, à Pontivy il y a quelques semaines, avait rassemblé des milliers d'éleveurs bretons. Ils sont venus à Vassy pour concrétiser leur colère, pour dénoncer la politique de Giscard qui les condamne à disparaître.

Actuellement, par le jeu des fameux «montants compensatoires» et la surexploitation des firmes agro-alimentaires, les éleveurs de porc vendent leur production au-dessous du prix de revient.

C'est la question de leur survie qui est en jeu ; c'est pour cela qu'ils étaient aussi nombreux lundi à Vassy. Pourtant, beaucoup repartiront déçus : la direction de la FNSEA ne veut pas que les choses aillent trop loin ; juste ce qu'il faut pour canaliser la colère des éleveurs. Dès le départ, on sentait qu'il y avait un très net décalage entre la volonté de lutte de nombreux éleveurs et les



préoccupations des dirigeants de la fédération : les premiers orateurs doivent élever sensiblement le ton pour débiter leurs habituelles litanies. Les paysans ne sont pas venus là pour entendre les discours à dormir debout des dirigeants de la FNSEA, mais pour agir. Le grondement enfle pour se transformer en tempête lorsque François Guillaume, secrétaire de la FNSEA tente de prendre la parole. «Vendu» lancent des milliers de voix pleines de colère.

Finalement, Guillaume se fera bousculer sérieusement à plusieurs reprises

par les éleveurs mécontents.

Visiblement, les leaders bourgeois serait aussi massivement dénoncée. «A la tribune, les responsables avaient le teint pâle», notait un journaliste. C'est un sérieux avertissement pour les Debatisse et compagnie. Les éleveurs de porc sont de plus en plus nombreux à vouloir se battre. Ils ont commencé à secouer sérieusement la pesante tutelle des dirigeants syndicaux collaborateurs.

G.PRIVAT

Les réactions après la panne d'électricité de mardi

Après la gigantesque panne d'électricité de mardi dont le coût économique est évalué de 4 à 6 milliards de Francs, les protestations sont nombreuses contre la politique suivie ces dernières années en matière de production électrique. De leur côté, EDF et gouvernement se sont succédés presque sans interruption à la télévision comme à la radio pour tenter de se justifier. On a pu ainsi entendre une mise en cause répétée des «chauffages électriques d'appoint» ! Pour la remise en route du réseau, il a été demandé aux usagers de «ne pas faire tourner leur machine à laver». Pendant toute la nuit, en tout cas, les vitrines des magasins ont continué à briller galement. Mercredi matin des baisses de tension étaient signalées dans des entreprises. Des délestages ont été opérés dans l'Ouest, surtout en Bretagne.

Une commission d'enquête a été nommée par le ministre de l'Industrie ; composée d'ingénieurs généraux, elle est «chargée d'examiner dans les plus brefs délais la situation créée par les incidents» de mardi.

Entre autres conséquences immédiates, les «incidents» ont mis gravement en danger la vie de plusieurs malades, certains hôpitaux n'ayant pu mettre rapidement en service les équipements électrogènes. A Ussel, une opération a dû se terminer dans des conditions extrêmement précaires.

Pour la Fédération CGT de l'énergie, qui signale que la grève de jeudi n'en-

traînera pas de coupures, la panne «est la conséquence de l'insuffisance des moyens de production et de transports, insuffisance que nous avons dénoncée dès juin 1976».

C'est au 13 juin 1977 que le BP du PCF, quant à lui, fait remonter son avertissement des risques de coupures de courant. Avertissement qu'on avait aussi pu entendre dans la bouche de responsables d'EDF, leur problème étant à l'époque d'accélérer le programme électronucléaire. Selon l'Humanité, la direction d'EDF avait d'ailleurs, avec les syndicats «alerté le gouvernement des conséquences du tout-nucléaire». Plus que sur l'orientation systématique des investissements vers le nucléaire, c'est sur les «faibles moyens d'EDF» qu'insiste l'organe du PCF.

La CFDT critique la politique du tout-nucléaire et s'est adressée à Paul Delouvrier, ancien directeur d'EDF et actuel PDG d'ELF pour constituer une commission d'enquête.

Pour l'Union Fédérale des Consommateurs, la panne «est une conséquence logique de la politique de surconsommation d'électricité encouragée depuis des années par EDF et le ministère de l'Industrie». L'UFC dénonce le «tout-électrique» et insiste sur le développement des énergies nouvelles.

La CGC enfin a trouvé les vrais responsables de la panne, les «écologistes inconscients qui ont retardé de plusieurs années le programme d'équipement électrique»...

AIX-EN-PROVENCE : LES TRAVAILLEURS DE LA SOPERM GAGNENT APRÈS UNE SEMAINE DE GRÈVE

La lutte des travailleurs de Rogier (entreprise de travaux publics) à St-Cannat avait permis d'obtenir après 15 jours de grève, l'augmentation des salaires et de la prime de transport. Dans le cours de la lutte, les travailleurs avaient constitué une section syndicale CFDT.

Cette fois, ce sont les travailleurs de la Soperm (mécanique de précision, sous-traitante des CEN de Cadarache) qui sont entrés spontanément en lutte pour les revendications suivantes : conditions d'hygiène et de sécurité, révision de la grille de salaires notamment pour les salaires les plus bas, augmentation uniforme pour tous.

Après une semaine de grève, avec leur section syndicale CFDT, les travailleurs de la Soperm ont

fait plier le patron (membre du parti socialiste), sur les revendications essentielles : création d'un CHS dans l'entreprise ; révision de la grille indiciaire (suppression de l'indice 140 pour les débutants qui commenceront désormais à l'indice 180 ; il n'y aura donc plus d'ouvriers embauchés à la classification O.S.).

Le délégué syndical de la Soperm, également membre de la direction de l'UL-CFDT indiquait que cette victoire est importante car elle signifie une avancée de la prise de conscience de la nécessité de la lutte organisée. Elle a permis de faire reculer nettement l'idée que «ce n'est pas le moment de revendiquer avec le chômage qu'il y a sur la région».

Correspondant
Aix-en-Provence

Écroué pour tabassage d'un jeune Algérien

L'INTERNE DE CREIL REMIS EN LIBERTÉ

Le 20 septembre 1977, décédait dans de dramatiques et obscures circonstances, un jeune Algérien, ouvrier à l'usine Chausson de Creil (Oise). Il était pris de vomissements dans son atelier, la chaîne de peinture.

Après bien des hésitations, il est décidé de l'emmener à l'hôpital où il est admis au service des urgences. Là aussi, ça traîne. Mohamed Bouabaya est finalement «examiné» par les deux internes de ce service. Ces derniers concluent à l'ivresse et notent sur le registre que Mohamed est atteint de «flémingite aigue» ! Les internes font alors appel aux flics pour emmener Moha-

med au commissariat. Les flics s'intriguent, l'état du jeune ouvrier semble empirer, ils le reconduisent alors à l'hôpital. Les deux internes reviennent alors sur leur diagnostic initial, et constatent une hémorragie cérébrale ! Voici les faits tels qu'ils étaient présentés à l'époque du drame. Drame qui se concluait par la mort de Mohamed, quatre jours plus tard, l'intervention ayant lieu trop tard.

Une instruction judiciaire est alors ouverte, elle était close un an après le drame par l'inculpation des deux internes et la détention de l'un qui est aujourd'hui remis en liberté. Les faits tels qu'ils se sont

déroulés, sont en effet fort différents de la première version, qui érudait la façon dont les internes avaient pratiqué leur diagnostic. Ou'on en juge ! L'un des internes, Rogé, ausculte Mohamed. Pas de réaction. Il lui administre alors deux claques très violentes, le pince. Le racisme aidant, le médecin est «persuadé» que Mohamed simule son malaise. Quand le jeune ouvrier lui indique à l'aide de ses doigts et sur sa demande combien de jours il souhaite se reposer, (le chiffre est huit, on voit que les souhaits sont modestes par rapport à la gravité de la maladie), le médecin rendu furieux (!) fait trois

piqûres à l'eau distillée à Mohamed, l'asperge d'éther, lui rase la moitié de la moustache, le fait tomber de la table d'auscultation ! L'instruction judiciaire conclut à l'inculpation des deux internes, l'un pour «non-assistance à personne en danger», l'autre Rogé, instigateur du tabassage, pour «non-assistance à personne en danger, violences et voies de fait». Instruction déjà clémente, puisque le caractère raciste du crime, évident dans les faits, n'est pas retenu. En libérant l'auteur de ce forfait, l'appareil judiciaire prouve une fois de plus sa mansuétude en matière de crimes racistes.

A LA FACULTÉ DE VINCENNES : VICTOIRE DE MOHAMED

Après 21 jours de grève de la faim, Mohamed retrouve son emploi à la faculté. Arbitrairement licencié le 21 septembre, c'est par sa détermination, le soutien des personnels en grève et la mobilisation des étudiants pour sa réintégration que le conseil du lundi 18 décembre a dû

céder, non sans de longues discussions, qui montrèrent au grand jour les contradictions créées au sein de ce conseil PC-PS face au rapport de force développé par la lutte. Rapport de force nouveau depuis 2 ans. Le conseil s'est cependant déchargé de la décision finale sur le

bureau du conseil renforçant ainsi cette instance exécutive. Ressoudé, en apparence, pour faire face au démantèlement, le conseil et leur président dévront également céder sur les notations et appréciations arbitraires fabriquées par le président ainsi que sur les lettres de sanctions

versées au dossier de certains personnels. Cette victoire de Mohamed nous encourage tous à poursuivre la lutte contre le démantèlement qu'il soit intérieur ou extérieur. Pour le maintien de Vincennes à Vincennes !